HAL open science

Intelligence Economique insulaire. L'exemple du Diplôme d'Intelligence Economique de l'Université de Corse Pascal Paoli.

Henri Dou, Toussaint Barboni

▶ **To cite this version:**

Henri Dou, Toussaint Barboni. Intelligence Economique insulaire. L'exemple du Diplôme d'Intelligence Economique de l'Université de Corse Pascal Paoli.. Intelligence Stratégique et Développement Insulaire, Université Pascal Paoli, Jun 2022, Corte (Corse), France. hal-04218356

HAL Id: hal-04218356

https://amu.hal.science/hal-04218356

Submitted on 26 Sep 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Colloque International, Université Pascal Paoli, Corte, 2-3 Juin 2022
Intelligence Stratégique et Développement Insulaire

Intelligence Economique insulaire. L'exemple du Diplôme d'Intelligence Economique de l'Université de Corse Pascal Paoli.

Barboni Toussaint*, Dou Henri**

*Université de Corse et département de la formation continue

**Professeur émérite Université Aix Marseille, Président du Conseil Scientifique de l'Académie de l'Intelligence Economique

Résumé :

Le développement de l'Intelligence Economique et du développement territorial passe nécessairement par une formation des opérateurs institutionnels mais aussi par la création d'une synergie entre l'université, les entreprises, les élus politiques et la société civile. L'engagement de la Communauté Territoriale Corse dans le financement de ce diplôme est exemplaire car elle souligne la volonté du pouvoir politique insulaire d'impulser grâce à cette activité idées et projets innovants.

Mots clés : Laboratoire vivant; intelligence économique ; développement territorial insulaire ; intelligence territoriale ; stratégie ; Corse

Abstract :

The development of Competitive Intelligence and territorial development necessarily involves training institutional operators but also creating a synergy between the university, companies, politicians and civil society. The commitment of the Corsican Territorial Community in the financing of this diploma is exemplary because it underlines the will of the island political power to stimulate thanks to this activity ideas and innovative projects

Key words: Living Lab, competitive intelligence, island territorial development; territorial intelligence; strategy; Corsica

Introduction

La loi française Notre[1] portant nouvelle organisation territoriale de la République donne aux régions la légitimité administrative pour mettre en place les outils nécessaires à leurs développements, notamment en matière d'Intelligence économique. Les autorités régionales élues peuvent prendre désormais des décisions conduisant au soutien ou à la création de programmes scientifiques, industriels et économiques adéquats. Dès lors le territoire change de sens. Il devient le lieu où les politiques « s'inventent » avec la prise en compte des réalités locales, des besoins exprimés par les élus, des spécificités de toute nature qui caractérisent un territoire : géographie, histoire, culture, tissu productif. Le management « ascendant » supposé implique l'instauration d'un dialogue

[1] La loi a été promulguée le 7 août 2015. Elle a été publiée au Journal officiel de la République française le 8 août 2015. http://www.vie-publique.fr/actualite/panorama/texte-discussion/projet-loi-portant-nouvelle-organisation-territoriale-republique.html
La loi renforce le rôle de la région en matière de développement économique. Elle sera notamment responsable de la politique de soutien aux petites et moyennes entreprises et aux entreprises de taille intermédiaire. Elle devra présenter un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) qui fixera les orientations régionales pour une durée de cinq ans.

cohérent entre le pouvoir central et le pouvoir régional et donc, l'apparition d'une Intelligence économique partagée et répartie afin de piloter les stratégies de développement en connaissance de cause.

Partant de ce constat, la Collectivité Territoriale Corse (CTC)[2] a décidé en commun accord avec l'Université de Corse[3] de mettre en place un diplôme d'Intelligence Economique[4], focalisé sur le développement territorial. Pour ce faire, l'Université de Corse par l'intermédiaire du Directeur de l'Ecole doctorale Don Jean Costa a contacté le professeur Henri Dou qui avait, dans les années passées, mis en place des programmes analogues en France[5] [6], au Brésil[7] Indonésie[8], en Malaisie[9] et en Chine[10].

Bien entendu, le cadre actuel est différent car les années ont passé avec une évolution de l'environnement climatique, politique, géopolitique, technologique, démographique et économique. De même les méthodes et les pratiques de l'Intelligence Economique dans un objectif de développement territorial ont aussi évolué et doivent s'adapter à une communauté de lieu, d'idées et de culture, notamment en replaçant l'intelligence sociétale[11] au cœur des enjeux.

En même temps que cette volonté de développer un outil au service du développement de la Corse, en phase avec ses spécificités, Alain Juillet, Philippe Clerc et Henri Dou ont engagé de longue date une réflexion sur les finalités de l'Intelligence Economique française et entre autre sur l'analyse de ses succès mais aussi de ses échecs, notamment en ce qui concerne l'intelligence territoriale.

A l'origine, ils ont fait, avec d'autres, le constat d'une dissonance – parfois jusqu'à la rupture - entre l'économie et la vie sociale des territoires.

Ainsi, ils relèvent que les acteurs du développement économique local – élus, développeurs, mais aussi les économistes - en France, notamment à l'occasion des débats relatifs à la récente loi de

---

[2] https://www.corse.fr/

[3] https://www.universita.corsica/en/

[4] Barboni T., Dou H, Juillet A, Clerc P, Développement d'un "Living Lab" en Intelligence Economique. L'exemple du Diplôme d'Intelligence Economique de l'Université de Corse.
61ième congrès de l'Association Internationale des Economistes de Langue Française, Université Bernardo O'Higgins, Santiago du Chili, "Pour une Recherche Economique efficace", 27-29 Mai 2019, pp. 45-71

[5] Actuellement devenu le Master VTI (Veille Technologique et Innovation) enseigné à distance https://fpc.univ-amu.fr/master-veille-technologique-innovation-0

[6] Dou H., Hassanaly P., An Original Creation of a retrospective Research Service at the University of Aix-Marseille(CRRM) , *3rd International Online Information Meeting*, Londres, 4-6 Décembre, p.73-81, 1979

[7] Coelho, G., Dou, H., Quoniam, L. da Silva, C., Ensino e Pesquisa no campo da Inteligência Competitiva no Brasil e a Cooperação Franco-Brasileira, *PUZZLE - Revista Hispana de la Inteligencia Competitiva*. Agosto-Outubro, Vol. 6, No.23, pp.12-19, 2006

[8] Dou H., Manullang S. D., Competitive Intelligence and Regional Development within the Framework of Indonesian Provincial Autonomy, *Education for Information*, n°22, June 2004

[9] Pour plus d'informations consulter http://s244543015.onlinehome.fr/ciworldwide/?p=764

[10] Master Industrial vision and Competitive Intelligence réalisé en collaboration entre le CRRM (DOU 79) et l'Université Aix MarseilleII

[11] P. Clerc, « L'intelligence sociétale, un nouveau territoire ? » in Dir. Marc-Antoine Duval, Les nouveaux territoires de l'intelligence économique, Ifie Ed. Acfci, Paris 2008.

décentralisation citée en introduction, désignent et donc pensent le territoire comme un facteur de production. Parallèlement, ces mêmes acteurs « redécouvrent » et affirment que les grandes questions économiques et sociales auxquelles nous sommes confrontés émanent largement des territoires. « C'est l'équilibre du pays tout entier qui dépend de la santé de ses territoires[12]». Dans le même temps de cette mémoire retrouvée par les acteurs du développement local esquissent des territoires redessinés par la mondialisation, le commerce et la finance internationale, mais aussi par les flux migratoires et les mégapoles. L'action de ces derniers « progressivement agrègent les territoires » pour dissoudre leur dimension collective et leur identité… Appréciée à l'aune de la mondialisation et de la croissance démographique, la valeur réelle des territoires se détache de celle que leur avaient attribué l'histoire, les cultures et les traditions[13]».

En France, les géographes, sociologues et autres analystes ont constaté que la mondialisation appauvrissait socialement et fragilisait culturellement les classes populaires et moyennes, que la demande sociale, territoriale et culturelle était mal ou pas représentée, qu'enfin le « conflit vertical entre le haut et le bas » s'intensifiait[14]. Ils ont rappelé un principe de base de la sociologie des organisations : le mal qui vient de loin est dû en grande partie au fait que le management « descendant » s'est imposé au détriment d'une logique de management « ascendant[15]».

Dès lors la distance jusqu'à la rupture entre la classe politique, les élites et la société civile conduit à la destruction de la cohésion nationale. La récente crise sociale dite « des gilets jaunes », la crise du système hospitalier, illustrent une crise de la démocratie représentative. Dès lors, comme l'analyse Karl Polanyi, les impasses de la société de marché (désastres écologiques, dérèglements sociaux, appauvrissement culturel) appellent d'urgence au rétablissement d'une « économie profondément encastrée dans la vie sociale [16]».

Nouvelle grille d'analyse pour le développement économique local

« Pour parvenir à une intelligence des territoires et tenter des stratégies de développement adaptées à la demande sociale, l'analyse et la connaissance des pratiques sociales[17] compte autant, si ce n'est plus que l'analyse économique [18]. Pour aller vers ce « réencastrement» de l'économie dans la vie sociale », il convient de prendre en compte des statistiques économiques, industrielles…, des disparités administratives et d'organisation, des comportements d'acteurs (freins, dynamiques…), mais aussi et surtout des faits et des pratiques de la vie quotidienne. On fera ici une distinction entre information formalisée telle qu'elle est perçue « en haut » et les informations dues à la pratique, souvent adaptées au contexte social, économique, politique et nécessaire à intégrer dans une prise de décision consensuelle.

---

[12] Laurent Davezies, La crise qui vient: la nouvelle fracture territoriale », Le Seuil, Paris, 2012. Voir aussi H.Dou, A.Juillet, P.Clerc, Intelligence économique du futur, STE Wiley, 2018 et P. Clerc, « Les enjeux informationnels des territoires » in Manuel d'intelligence économique, sous la dir. Christian Harbulot, Presses universitaires de France, avril 2012 et seconde édition 2015.

[13] Virginie Raisson, 2038, Les futurs du monde, Robert Laffont, Paris, 2016

[14] Christophe Guilluy, No Society, la disparition de la classe moyenne occidentale, Flammarion, Paris, 2018

[15] F.Dupuy, Lost in management. La vie quotidienne des entreprises au XXIème siècle. Seuil, Paris, 2011.

[16] Karl Polanyi, La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps », Gallimard, Paris, 1983. Lire aussi la revue du MAUSS Recherches n°29 du 1er semestre 2007 intitulée avec Karl Polanyi, contre la société du tout-marchand, La Découverte, Paris.

[17] « Nous sommes des sociétés primitives avancées » in Jean-Eric Aubert, « Cultures et systèmes d'innovation », Mines Paristech, Presses des Mines, Paris, 2017

Management du développement économique local

Les auteurs font donc l'hypothèse que le « désencastrement économie-vie sociale » s'est progressivement mis en place, bien sûr, du fait de la dynamique décrite par Karl Polanyi, mais qu'il a progressivement été renforcé du fait du déploiement de stratégies de développement régional qui se sont succédées historiquement : l'ingénierie de territoire tout d'abord (aménagement du territoire reposant sur de grands aménagements pilotés par l'Etat central et la haute fonction publique, à travers notamment la Délégation à l'aménagement du territoire, (DATAR) à partir des années 50, puis l'ingénierie territoriale apparue avec une avancée effective dans la décentralisation (1981) et telle que décrites par Lazzeri et Fialaire [19] du CNRS Aix-Marseille qui suggèrent alors, face au hiatus actuel (centralité, local très faiblement participatif) d'introduire la démarche d'intelligence territoriale, afin de le dépasser.

Ingénierie territoriale et intelligence territoriale : quelle démarche ?

L'ingénierie territoriale est déployée au service de projets de territoire. Dans une approche technico-professionnelle appliquée au développement local, elle a trait aux « fonctions d'expertises, diagnostics, études thématiques et de suivi/veille de territoires ». Ainsi avons-nous peu à peu assisté à la montée en puissance d'une ingénierie territoriale spécialisée, le plus souvent en termes d'outils au service quasi-exclusif des visées économiques. Cette notion complexe laissant peu de place aux processus participatifs. Mais alors comment dépasser ce blocage? Lazzeri et Fialaire suggèrent pour cela une autre approche, innovante : celle de l'intelligence territoriale, plus managériale, plus collaborative (mobilisation effective des partie-prenantes[20]), pour accompagner les stratégies, la prise de décision et les politiques de résilience.

L'intelligence territoriale peut-être définie comme suit :

- un mode de gouvernance collaborative fondé sur la maîtrise et l'exploitation de l'information stratégique destinée à la définition et la mise en œuvre de stratégies de territoire.

- La capacité d'un territoire à anticiper les changements socio-économiques et gérer les connaissances qui en découlent.

Nouveau paradigme managérial public à visée prospective, basé sur la maîtrise de l'information stratégique et sur les interactions multiples entre acteurs hétérogènes[21], il tend à la construction de projets de territoires.

Des expériences multiples qui n'ont pas été suivies d'effet

Or, jusqu'à présent, la politique française d'Intelligence Economique, n'a pas réussie au plan institutionnel à implanter des formations professionnalisantes d'Intelligence Economique dans les Régions. Ceci en grande partie par manque de volonté ou incompréhension des structures politiques locales, à quelques exceptions près.

---

[19] Y. Lazzeri et J. Fialaire De l'ingénierie territoriale à l'intelligence territoriale pour des territoires durables, CERIC/Cnrs-Aix Marseille Université, sept. 2016

[20] A. Bour, « La participation des acteurs externes dans la construction des décisions stratégiques », Les Cahiers scientifiques, Cahier n°17, 2011, Chaire intelligence économique et stratégie des organisations, Fondation Paris-Dauphine, *chaireieso.fondation.dauphine.fr*

[21] http://www.cner-france.com/Actualites/Actualites-du-CNER/Intelligence-economique-territoriale-le-CNER-publie-un-nouvel-ouvrage

Aussi, cette réflexion approfondie a-t-elle donné lieu à la rédaction d'un ouvrage mettant en évidence un certain nombre de changements nécessaires dans la démarche d'Intelligence Economique française, afin qu'elle s'adapte aux contraintes et aux ruptures géopolitiques et économiques actuelles jusqu'aux territoires, cette nécessaire mutation devant s'accompagner d'un changement de mode de pensée, de l'introduction d'une prospective territoriale adaptée aux ressources du milieu, ainsi que du développement d'une stratégie territoriale. Celle-ci devant être soutenue par une vision partagée des parties prenantes: décideurs politiques, société civile, corps intermédiaires des collectivités territoriales, universités et entreprises.

Un laboratoire vivant en intelligence économique

Dans le cas de la région Corse, les décideurs ont une claire conscience de ces enjeux. Ce qui les a conduit à financer une formation originale, pragmatique et inclusive permettant de disséminer les concepts méthodes et outils de l'Intelligence Territoriale insulaire.

Ceci est d'autant plus d'actualité que le mardi 7 juin 2022, le parlement européen a reconnu la spécificité des îles méditerranéennes, ceci dans le cadre du pacte des îles. Une délégation représentative de la Corse étant présente, ce qui souligne l'importance des enjeux[22] et la place importante que prendra dans ce cadre le diplôme d'Intelligence Economique de l'Université de Corse Pascal Paoli.

François Alfonsi, Marie-Antoinette et Gilles Simeoni posent aux cotés de Younous Omarjee, député européen et président de la commission du développement régional. • © L. Luciani/FTV

L'ambition et la volonté basées sur les constats et les éléments de réflexion précédents ont ainsi con duits à la mise en place d'un processus d'apprentissage professionnalisant appliquant l'intelligence économique au développement local.

Les îles : des laboratoires vivants

Un laboratoire vivant regroupe des acteurs publics, privés, des entreprises, des associations, des acteurs individuels, dans l'objectif est de tester « grandeur nature » des services, des outils ou des usages nouveaux. Il s'agit de faire sortir la recherche « des laboratoires » afin qu'elle descende dans la vie de tous les jours, en ayant souvent une vue stratégique sur les usages potentiels ... Tout cela se passe en coopération entre des collectivités locales, des entreprises, des laboratoires de recherche,

[22] https://france3-regions.francetvinfo.fr/corse/starsbourg-le-pacte-des-iles-adopte-par-le-parlement-europeen-2556500.html

ainsi que des utilisateurs (agents de développement, entreprises, élus, chercheurs-doctorants). Il s'agit de favoriser l'innovation ouverte, partager les réseaux et impliquer les utilisateurs dès le début de la conception.

On retrouve ainsi la notion de pluridisciplinarité, telle qu'elle avait été abordée lors du colloque réalisé à l'Université de Corse en 2017[23] ou les remarques publiées dans Nature sur la difficulté de mettre en œuvre une réelle pluridisciplinarité[24]. Dans ce contexte, l'Intelligence Economique et son prolongement dans l'intelligence territoriale insulaire, va, par ses méthodes et ses outils, jouer le rôle de catalyseur entre les différentes parties prenantes. Mais, pour que cela réussisse, il faut d'une part que les organismes de recherche soient conscients de leur responsabilité dans le développement du territoire principalement par le passage de la compétence et des savoirs au niveau du marché[25], mais aussi que la formation en Intelligence Economique percole à la fois dans les corps intermédiaires.

1 – L'analyse des contraintes

Les auditeurs du diplôme d'intelligence économique appartiennent à la fois à la communauté territoriale, aux entreprises, au monde universitaire[26] et à la société civile.

Le financement

Cela a été un point majeur du Diplôme. Il a été résolu par l'engagement de l'ADEC, ce qui permet au diplôme un développement par objectif dont nous décrirons les finalités par la suite.

1.1 L'organisation des cours

C'est une organisation flexible. On peut obtenir le diplôme en une ou deux années. Les cours sont dispensés pendant huit mois de l'année à raison de 2 jours par mois en présentiel ou en visio conférence.

1.2 Le corps enseignant

L'originalité du diplôme réside en partie sur le fait que les cours réalisés lors des différentes sessions sont organisées avec la présence permanente des trois intervenants principaux (Alain Juillet, Philippe Clerc, Henri Dou, Marie Paule Verlaeten). Cela permet de bénéficier tout au long des cours et lors des questions ou problèmes soulevés par les étudiants de l'expérience des intervenants, de leur vécu et de leurs suggestions et analyses. Il est bien évident que cette manière de procéder nécessite un engagement financier plus important, mais elle conditionne en grande partie le succès de la formation.

1.3 Les supports de cours

Les supports de cours sous forme de documents scientifiques, administratifs, rapports, vidéos et enregistrements audio sont été mis à disposition des étudiants sur le site du think tank

---

[23] Dou H. , A catalyst for interdisciplinarity in Science : the patent information, *International Symposium « Pluridisciplinarity » University of Corte*, France – 5-6-7 July 2017, http://s244543015.onlinehome.fr/ciworldwide/?p=2051

[24] Nature (2015), Interdisciplinarity, vol 525, *Nature*, Macmillan publisher, nature.com.inter

[25] Eriksson P., (2006), Vinnova and its role in the Swedish innovation system – Accomplishments since the start in 2001 and ambition forward, http://www.rieti.go.jp/en/events/bbl/06090501.pdf

[26] Etudiants en postdoc, thèse ou master.

ciworldwide[27] mais aussi sur un site créé par les auditeurs du diplôme ce qui permet une plus grande interactivité. Les huit sessions sont articlées à partir de la structuration du récent ouvrage publié par les enseignants permanents[28].

2 – Le déroulement des cours

Le diplôme d'Intelligence Economique de l'Université de Corse est réalisé dans le cadre de la formation continue, ce qui permet de passer directement des concepts, méthodes et outils à la pratique de ces derniers en milieu professionnel. En outre la mixité des auditeurs permet des échanges particulièrement enrichissants. Ce diplôme reçoit aussi deux labels: celui de l'Académie de l'Intelligence Economique et celui de l'Association Internationale Francophone d'Intelligence Economique. En outre un partenariat a été réalisé avec la société Matheo Software[29] pour tout ce qui concerne l'analyse bibliométrique des informations scientifiques et la recherche et l'analyse automatiques des brevets[30].

2.1 La pédagogie utilisée

Les cours se déroulent avec une présentation PowerPoint avec un commentaire de l'intervenant principal qui traite la partie du cours concernée. Tout au long de la présentation, les auditeurs peuvent intervenir, à la fois pour poser des questions ou pour rapprocher le sujet d'éléments vécus au cours de leur fonction. En outre, si une partie du cours fait référence à des données présentes sur Internet (évènements, vidéos, etc.) une liaison à haut débit permet d'accéder à ces informations. Cet aspect est particulièrement utile durant le cours traitant de «la fonction information»[31] et de La recherche et analyse bibliométrique des brevets.

3 – Exemples de sujets abordés

La diversité des sujets abordés est particulièrement étendue et dans la majorité des cas, les sujets traités sont en lien direct avec le développement territorial de la Corse. Que ce soit l'énergie photovoltaïque et son stockage, le développement aquacole, la monnaie complémentaire, le développement de la production agricole, l'interaction usager et «systèmes de santé», le développement du sport comme élément d'attractivité: le golf, les fondements culturels Corse comme éléments d'identité dans l'action publique, organisation d'un service public en réseau pour l'emploi, le traitement de l'information, l'influence et gestion de crises, les plateformes de recherche insulaires au service de la mobilisation des intelligences et de la créativité, l'analyse du lien Formation – Compétences, l'algoculture, l'Intelligence Economique appliquée au secteur des formations sanitaires et sociales en Corse, la protection contre les menaces d'investigation extérieures, etc.

---

[27] http://www.ciworldwide.org
[28] Dou H., Juillet A., Clerc P., *L'Intelligence Economique du Futur*, Tomes I et II, ISTE Editions, 2018a
[29] http://www.matheo-software.com
[30] Dou H., Kister J., Research and Development on Moringa Oleifera - Comparison between Academic Research and Patents, World Patent Information, vol 47, Dec., p.21-33, 2016

[31] Dou H., Du métabolisme de l'information à l'intelligence économique, *R2IE Revue Internationale d'Intelligence Economique*, Novembre 2018b

Conclusion

L'application de l'Intelligence Economique insulaire n'a pas de limite a priori. En effet, c'est à partir d'un large éventail d'informations y compris celles « dormantes » au sein des collectivités, qu'on créera une connaissance pour l'action. On doit aussi noter qu'une étude assez complète comme celles réalisées au cours du diplôme, va demander de la compétence et du temps. Si ces deux aspects sont satisfaits, il restera alors à transmettre le ou les dossiers aux décideurs L'Intelligence Economique dont l'objectif est de faciliter la prise de décision ne sera crédible qu'en fonction de la confiance accordée par le ou les décideurs à cette démarche. Ceci conduit à la nécessité de considérer que pour mettre en place une intelligence territoriale efficiente, la formation des élus est aussi une nécessité.